

Atterrés de voir que, malgré le choc de la crise de 2008, les politiques néolibérales sources d'instabilité et d'inégalité sont encore employées, une poignée d'économistes émérites a décidé de réagir. Leur déclaration, baptisée *Manifeste d'économistes atterrés*, détaille les fausses idées qui perdurent depuis trente ans et donne des pistes de solutions. Leur projet: ouvrir le débat public pour sortir de l'impasse.



Manifeste pour

Septembre 2010. Les autorités chargées de la régulation du secteur bancaire au plan mondial viennent de finaliser les accords de Bâle III édictant de nouvelles normes de réglementation bancaire. Depuis plusieurs mois, l'Europe adopte une cure rigoureuse. Grèce, Portugal, Irlande, Espagne, Italie... partout les plans d'austérité se succèdent. Et le régime pour faire des économies reste le même: réduction des dépenses publiques, baisse des salaires des fonctionnaires, hausse des impôts...

Pourtant, deux ans après la crise internationale, aucune réforme financière globale n'est menée. Face à cette situation, quatre économistes français de renom, Philippe Askenazy, Thomas Coutrot, André Orléan, Henri Sterdyniak (voir encadré p. 35) décident de lancer un appel. Leur nom: « Les économistes atterrés ».

► Les auteurs du manifeste

Philippe Askenazy, directeur de recherche au CNRS et chercheur à l'École d'économie de Paris.

Thomas Coutrot, économiste et statisticien, coprésident de l'association Attac.

André Orléan, directeur de recherche au CNRS, directeur d'études à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales) et président de l'Association française d'économie politique.

Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).

une Europe plus juste

Par Laetitia Pongi

Les auteurs y présentent dix fausses évidences et y opposent vingt-deux contre-propositions. Leur objectif: « Permettre la refondation de la construction européenne. »

Atterrés par la mise en place systématique d'un modèle néolibéral, « le seul reconnu légitime, malgré ses échecs patents ». Atterrés par la suprématie des marchés financiers qui oppressent les États. Pour créer le débat autour d'idées alternatives et plus cohérentes, ils décident de rédiger un manifeste et de lancer une pétition.

Les auteurs y présentent dix fausses évidences et y opposent vingt-deux contre-propositions. Leur objectif: « Permettre la refondation de la construction européenne. » Pour les économistes, la reprise économique existe mais l'Europe s'évertue à lutter contre les déficits publics au lieu de chercher la croissance. Une politique qui selon eux ne peut conduire qu'à une baisse des prestations sociales, une hausse du chômage et de la précarité de l'emploi.

Le manifeste des économistes atterrés est d'abord lancé sur Internet où il récolte d'emblée de nombreuses signatures. En novembre dernier, une version papier est éditée. L'ouvrage s'est vendu à 50 000 exemplaires. Début 2011, le manifeste comptait plus de 2 000 signataires.

• Fausse évidence n° 1

Les marchés financiers sont efficaces

La première erreur pointée du doigt par les quatre économistes est la trop grande emprise des marchés financiers sur les États européens. Ils insistent sur le fait que la place prépondérante de ces marchés n'est d'aucune efficacité. « Elle est une source permanente d'instabilité. » Ils rappellent ainsi la révolution opérée dès la fin des années 70 et qui a donné naissance au « capitalisme néolibéral ». Selon ce principe, « la concurrence financière produit des prix justes qui constituent des signaux fiables pour les investisseurs et orientent efficacement le développement économique ». Pour parvenir au prix juste, il est donc important de permettre aux marchés de se développer et de fonctionner librement. Or, pour les économistes atterrés, la crise prouve que cette théorie ne fonctionne pas.

La concurrence financière ne produit pas des prix justes. Car contrairement au principe de l'offre et de la demande sur les marchés de biens ordinaires, quand le prix monte sur les marchés financiers, la demande ne baisse pas, mais souvent elle augmente. « La hausse du prix signifie un rendement accru pour ceux qui possèdent le titre. » Et attirés par les bonus, les traders amplifient encore le mouvement. Cette concurrence déstabilise les marchés et crée des bulles financières. Pour réduire l'instabilité des marchés, les économistes plébiscitent, entre autres, leur strict cloisonnement, l'interdiction aux banques de spéculer pour leur compte propre, des contrôles sur les mouvements de capitaux, ou encore le plafonnement de la rémunération des traders.

• Fausse évidence n° 2

Les marchés financiers sont favorables à la croissance économique

La prédominance des marchés financiers engendre des effets négatifs sur l'activité économique. Ainsi, selon les auteurs, la gouvernance des entreprises s'est profondément transformée, pour atteindre les normes de rentabilité exigées. « Aujourd'hui, globalement, ce sont les entreprises qui financent les actionnaires au lieu du contraire. »

Pour les sociétés cotées en Bourse, le désir d'enrichissement des actionnaires passerait ainsi avant la défense des intérêts communs des différents acteurs de l'entreprise. Les salaires excessifs des dirigeants répondent alors à une volonté de rapprocher leur intérêt de celui des actionnaires.

L'importante exigence de rentabilité exercée par la finance bride l'investissement (difficulté de trouver des projets à la hauteur) et provoque « une constante pression à la baisse sur les salaires et le pouvoir d'achat ».

L'ensemble freine la croissance et conduit à une hausse du chômage. Renforcer les contre-pouvoirs au sein des entreprises, accroître l'imposition des très hauts revenus et mener une politique publique du crédit : telles sont les mesures qui, pour les économistes du manifeste, permettraient de libérer les entreprises de la pression des marchés financiers.

► « Ces gens ne croient plus trop à ce qu'ils racontent »

Thomas Coutrot, coprésident d'Attac et coauteur du manifeste.

NEXUS : Comment est né ce manifeste ?

Thomas Coutrot : Il vient de conversations informelles menées avec Philippe Askenazy, André Orléan et Henri Sterdyniak. Nous étions atterrés par ce qui se passait en Grèce et par la multiplication de plans d'austérité déraisonnables. Nous avons donc décidé de rédiger ce manifeste. Un colloque organisé le 9 octobre dernier a permis de nous rassembler. L'objectif était de savoir s'il y avait de l'énergie à investir dans la prolongation de notre démarche. Et vu le succès rencontré, c'est le cas.

Avez-vous reçu des réactions de la part des politiques ou d'économistes libéraux ?

Malheureusement, il n'y a pas eu de débats contradictoires. Beaucoup d'hommes politiques de gauche comme de droite ont relayé le manifeste sur leur site Internet, mais personne ne nous a critiqués. Personne n'a défendu non plus les politiques économiques menées. De toute façon, il n'y a pas d'argumentation pour les défendre. Et le plus surprenant, c'est que les dirigeants continuent à raisonner avec les mêmes schémas, à appliquer les mêmes inepties

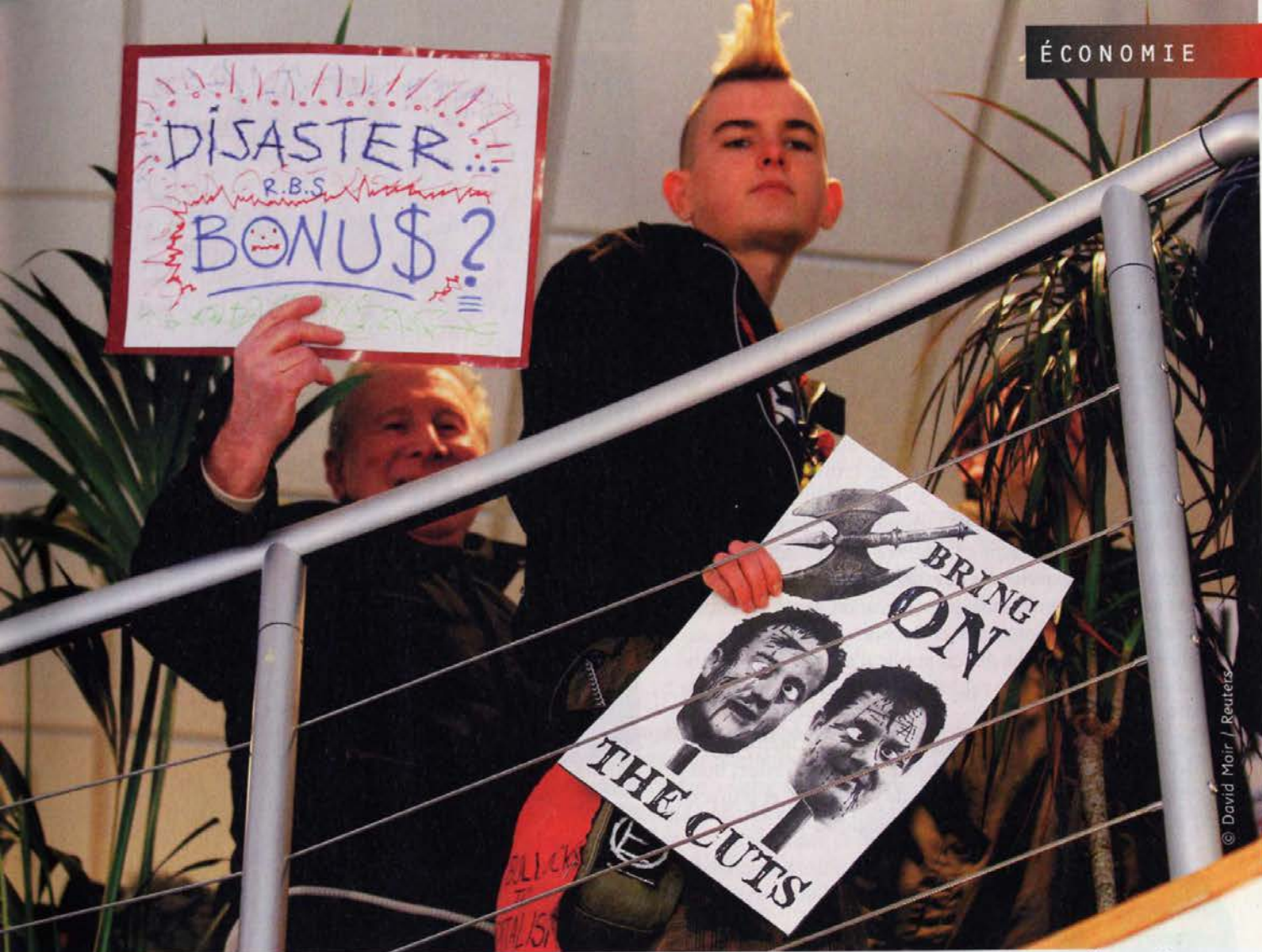


depuis trente ans. On accumule les plans d'austérité sans prendre de mesure contre la spéculation.

Quelles sont les prochaines étapes ?

Nous allons mettre en place une organisation plus permanente autour d'une association dédiée. Nous ne nous attendions pas au succès de la parution papier du manifeste. Nous sommes surpris qu'il soit un best-seller ! Nous allons lancer prochainement une série de petits livres intitulés *Les Cahiers des économistes*. Ils

traiteront de la gouvernance des entreprises, de l'euro, de la dette publique... Un tour de France est aussi prévu avec des réunions publiques. Nous projetons aussi de faire un autre livre pour créer un débat avec un économiste qui ne serait pas d'accord avec nous. Mais ce n'est vraiment pas facile de trouver cet économiste. Ces gens ne croient plus trop à ce qu'ils racontent. Il y a une bulle de déni.



Membres de l'Organisation des citoyens contre la suppression des services publics manifestant à l'entrée d'un bâtiment de la Royal Bank of Scotland, à Glasgow, le 20 janvier 2011.

• Fausse évidence n° 3

Les marchés sont de bons juges de la solvabilité des États

Un autre levier qui dégagerait les États de l'influence financière réside dans des notations plus pertinentes. La « Fausse évidence n° 3 » en détaille les conséquences. En effet, selon toute logique, les opérateurs de marché se basent sur la situation objective des finances publiques pour évaluer le risque de souscrire à un emprunt d'État. Ils se réfèrent donc aux notes des agences de notation. Selon l'idée démontrée dans la « Fausse évidence n° 1 », les marchés financiers ne sont pas efficaces mais plutôt instables, la valeur d'un titre financier ne peut donc pas être objective. Les opérateurs misent sur des revenus futurs.

Résultat: « Il est déraisonnable de s'en remettre aux seules évaluations financières pour juger une situation. » En agissant en fonction de ces évaluations, les risques sont importants: si une notation se dégrade, elle entraîne une augmentation du taux d'intérêt et augmente le risque de faillite de l'État. Les économistes atterrés suggèrent donc de réglementer l'activité des agences de notation financière pour que leurs notes résultent d'un calcul économique transparent. Ils suggèrent aussi de garantir le rachat des titres publics par la Banque centrale européenne (BCE) pour éviter aux États la menace des marchés financiers.

• Fausse évidence n° 4

L'envolée des dettes publiques résulte d'un excès de dépenses

Pour les économistes atterrés, la dette publique n'est pas due à des dépenses sociales inconsidérées. Son augmentation provient « de l'effritement des recettes publiques, du fait de la faiblesse de la croissance économique et de la contre-révolution fiscale menée depuis vingt-cinq ans ». Baissant les impôts sur les sociétés, les hauts revenus et les patrimoines, les États

Une baisse des dépenses publiques ne solutionnera pas la dette, mais aura des effets désastreux politiquement et socialement.

se sont privés de ressources. Les plans de sauvetage de la finance et la récession provoquée par la crise de 2008 n'ont fait qu'accroître la dette publique en Europe. Le manifeste appelle donc à la mise en place d'un audit public et citoyen des dettes publiques pour connaître leur origine et l'analyser.

• Fausse évidence n° 5

Il faut réduire les dépenses pour réduire la dette publique

Une baisse des dépenses publiques ne solutionnera pas la dette, mais aura des effets désastreux politiquement et socialement. Tout d'abord parce qu'on ne peut comparer l'économie d'un ménage et la macroéconomie. L'évolution de la dette publique est, elle, liée d'une part au niveau des déficits primaires et d'autre part à l'écart entre le taux d'intérêt et le taux de croissance nominal de l'économie.

Ce taux de croissance est fortement lié aux dépenses publiques. « À court terme l'existence de dépenses publiques stables limite l'ampleur des récessions, à long terme les investissements et dépenses publiques (éducation, santé, recherche, infrastructures...) stimulent la croissance », précisent les auteurs du manifeste. Le déficit public n'accroît pas la dette publique et un plan de rigueur ne permet pas de réduire cette dette.

Les économistes atterrés suggèrent donc de maintenir le niveau des protections sociales et d'accroître l'effort budgétaire en matière d'éducation, de recherche et d'investissement dans la reconversion écologique.

• Fausse évidence n° 6

La dette publique reporte le prix de nos excès sur nos petits-enfants

Il serait ridicule de croire qu'une augmentation de la dette publique portera préjudice aux générations futures. L'une des causes de la dette serait plutôt à chercher du côté des exonérations fiscales consenties aux classes privilégiées. Les économistes atterrés soulignent que rien ne prouve qu'une baisse des impôts stimule la croissance et accroisse les recettes publiques. Au contraire, « ces politiques fiscales ont obligé les administrations publiques à s'endetter auprès des ménages aisés et des

marchés financiers pour financer les déficits ainsi créés ». Ces politiques fiscales n'ont fait qu'augmenter les inégalités sociales et les déficits publics.

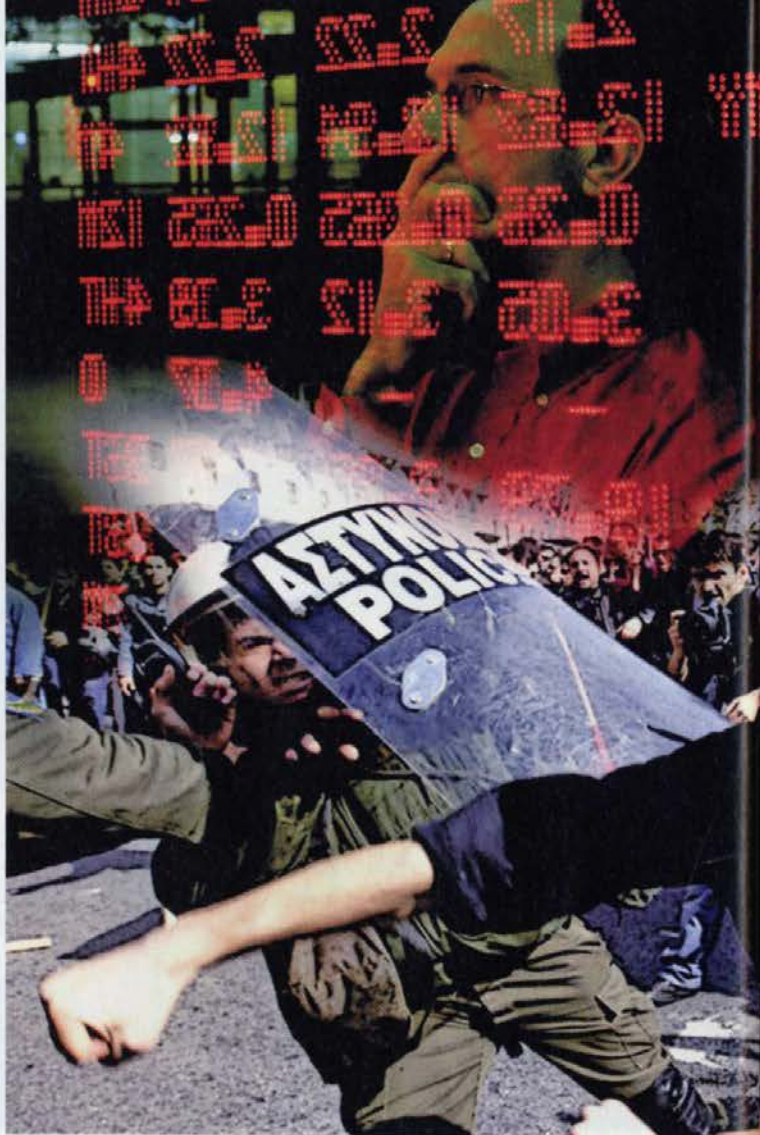
Pour redresser les finances publiques équitablement, les auteurs du manifeste conseillent de redonner un caractère fortement redistributif à la fiscalité directe sur les revenus et de supprimer les exonérations consenties aux entreprises sans effets suffisants sur l'emploi.

• Fausse évidence n° 7

Il faut rassurer les marchés financiers pour pouvoir financer la dette publique

Remédier au problème de la dette publique passe par un meilleur contrôle de la finance par les États. L'Union européenne doit retrouver ses spécificités économiques et sociales. Or les économistes atterrés notent dans la « Fausse évidence n° 7 » qu'« au niveau de l'UE, la financiarisation de la dette publique a été inscrite dans les traités ». Ainsi, depuis le traité de Maastricht, les banques centrales ont interdiction de financer directement les États. Ceux-ci doivent trouver prêteurs sur les marchés financiers. « La Banque centrale européenne n'a ainsi

pas le droit de souscrire directement aux émissions d'obligations publiques des États européens. » Résultat : les pays du Sud ont été victimes d'attaques spéculatives. Les économistes atterrés soulignent que, depuis quelques mois, la BCE achète des obligations d'État au taux d'intérêt du marché pour calmer les tensions sur le marché obligataire européen. Cela sera-t-il suffisant ? La solution serait d'autoriser la BCE à financer directement les États à bas taux d'intérêt et si nécessaire à restructurer la dette publique.



• Fausse évidence n° 8

L'Union européenne défend le modèle social européen

La mission de l'Europe? Promouvoir un modèle social européen. Un principe qui n'est pas suivi comme le soutient la « Fausse évidence n° 8 ». La vision dominante à Bruxelles serait plutôt celle d'une Europe libérale qui travaille à « adapter les sociétés européennes aux exigences de la mondialisation ». Le droit de la concurrence dominant a permis de réduire les impôts des revenus du capital et des entreprises et de faire pression sur les dépenses sociales. La libre circulation des capitaux étant accordée aux investisseurs du monde entier, l'Europe se retrouve soumise aux contraintes de valorisation des capitaux internationaux. Au

sein de la zone euro, il n'existe aucune politique conjoncturelle commune ni d'objectifs communs en matière d'emploi ou de croissance. De plus, « les objectifs de finances publiques ne tiennent pas compte des situations économiques nationales ».

Pour les économistes atterrés, il conviendrait de remettre en cause la libre circulation des capitaux et des marchandises entre l'UE et le reste du monde en favorisant par exemple des accords multinationaux. Autre proposition: la mise en place d'objectifs communs à portée contraignante en matière de progrès social comme en matière macroéconomique.

• Fausse évidence n° 9

L'euro est un bouclier contre la crise

Si le rôle de l'euro est de protéger les citoyens européens de la crise, il a échoué suite à l'absence de cohésion monétaire entre les États membres. Par manque de concertation et de solidarité, les États n'ont pu proposer de politique réactive face à la crise. « Cette absence de coordination, et plus fondamentalement l'absence d'un vrai budget européen permettant une solidarité effective entre les États membres ont incité les opérateurs financiers à se détourner de l'euro, voire à spéculer ouvertement contre lui. » Assurer une véritable coordination des politiques macroéconomiques et une réduction concertée des déséquilibres commerciaux entre pays européens pourrait conduire à une meilleure action budgétaire.



• Fausse évidence n° 10

La crise grecque a enfin permis d'avancer vers un gouvernement économique et une vraie solidarité européenne

Pour les auteurs du manifeste, cette crise n'a fait que renforcer les politiques néolibérales. Elle a permis aux spéculateurs de se rendre compte des failles de l'UE. « Les instances européennes et les gouvernements ont tardé à réagir, ne voulant pas donner l'impression que les pays membres avaient droit à un soutien sans limite et voulant sanctionner la Grèce. » Mais en mai dernier, la BCE et les États membres ont lancé en urgence un Fonds de stabilisation apportant ainsi ce soutien. Dans un même temps, les programmes d'austérité budgétaire se sont accumulés. Pour rassurer les marchés financiers. Les économistes atterrés préconisent de « résorber les déséquilibres de façon coordonnée: les pays excédentaires du nord et du centre de l'Europe doivent mener des politiques expansionnistes pour compenser les politiques restrictives du Sud ». Car si les dépenses publiques sont diminuées, les soutiens vers les dépenses d'avenir telles que la recherche ou l'éducation seront compromis. Des solutions trop restrictives pourraient entraîner un repli sur soi des pays européens.

Le manifeste mise donc sur le développement d'une fiscalité européenne et sur un véritable budget européen. Il prône

aussi le lancement d'un « vaste plan européen pour engager la reconversion écologique de l'économie européenne ».

À travers ces dix formules contestées, les économistes atterrés ont dressé, comme on l'a vu, une série de solutions alternatives qui appellent un échange de points de vue. Leur but: abandonner la doctrine néolibérale et « ouvrir l'espace des politiques possibles ». Pour eux, cela prendra du temps, mais les conséquences désastreuses des politiques économiques actuelles seront de plus en plus évidentes. Pour être pertinents, les changements devront se faire en concertation pour arriver à donner au projet de construction européenne une « légitimité populaire et démocratique ». ●

Laetitia Pongi

Pour aller plus loin

Le site des économistes atterrés: <http://atterres.org/?q=node/1>

Détails du colloque du 9 octobre 2010: <http://atterres.org/?q=node/3>

Pétition: <http://atterres.org/?q=signez-le-manifeste>

Manifeste d'économistes atterrés - Crise et dettes en Europe, éd. Les Liens qui libèrent. 5,50 €.